

INTRODUCTION GÉNÉRALE

La science historique a largement progressé dans la recherche de la vérité des faits. Qu'il s'agisse de l'histoire ancienne ou de l'histoire contemporaine, les méthodes d'analyses du matériau historique, comme le travail d'archives, et l'ensemble des travaux spécialisés, sur un thème, une période précise, donnent accès à des connaissances de plus en plus affinées. Pour autant la trace humaine suffit-elle à reconstituer une réalité évanouie dans les profondeurs du temps ?

Repousser la causalité unique

L'un des mérites de la recherche historique est d'avoir démonté tous les modèles explicatifs simples que l'histoire mondiale¹ avait bâtis durant des siècles. À Hérodote qui voulut expliquer les Guerres Médiques par le choc des cultures grecque et perse Thucydide, dans sa description des Guerres du Péloponnèse, opposa le souci de la véracité des faits. Toutes les interprétations globales de l'histoire, tous les modèles explicatifs ont été invalidés par les progrès dans la connaissance des faits historiques.

Au fond, on est aujourd'hui conduit à se remettre au travail en s'étant, au préalable, soigneusement lustré de tous ces grands modèles que l'Université nous a enseignés, ceux que l'on se répétait par cœur comme s'ils étaient les formules magiques résumant le monde : l'explication cyclique du destin des civilisations et de cultures, les trois âges de Vico – âge divin, âge des héros, âge humain –, les trois âges d'Auguste Comte – théologique, métaphysique, positiviste –, des deux phases de Spencer – contrainte puis liberté –, les deux solidarités successives de Durkheim – extérieure et intérieure –, les densités croissantes de Lefebvre ou de Ratzel, les chaînes de Karl Marx – société primitive, esclavagisme, féodalisme, capitalisme, socialisme –, et, plus près de nous, la Fin de l'Histoire de F. Fukuyama, le choc des civilisations de S. Huntington...

Les historiens spécialistes auront sans doute toujours raison de se moquer des généralistes, qu'ils soient historiens ou politistes, qui abaissent leur effort d'interprétation globale à la défense d'une causalité univoque et systématique. Et il ne faut pas regretter le naufrage des explications purement "civilisationnelle", purement "économique" ou purement "idéologique" de l'histoire.

Repousser "l'idéologisme"

Dans sa tentative de réhabilitation de la géopolitique dans les années 1980, le géographe Yves Lacoste s'est attaqué à un postulat qui avait prévalu dans l'Université française durant des années, et suivant lequel tous les problèmes, y compris les

¹ L'histoire mondiale n'est guère prise en France et souvent même méprisée par les historiens.

rivalités politiques, n'étaient que les conséquences de rivalités économiques¹. Avant lui, l'historien Fernand Braudel appelait de ses vœux le renversement des causalités en convoquant la géographie dans l'explication de l'économie².

Une tentation mono-causale, et notamment celle qui prévalut durant la période de Guerre froide entre les deux mondes capitaliste et communiste, a été d'expliquer l'histoire et les Relations internationales par le choc des idéologies, ce qui revient, si l'on applique la théorie marxiste, à résumer l'histoire mondiale à la lutte d'un âge "en avance", le socialisme, contre un âge "en retard", le capitalisme.

Mais peut-on dire que le monde est davantage gouverné par les systèmes d'idées ou par l'éthique de la foi selon la terminologie de Weber que par l'intérêt des États³ et des groupes humains ?

Si tel était le cas, alors comment justifier le fait que Staline et Hitler aient pu s'entendre en 1939 ? Et au contraire, que Franco et Salazar, deux nationalistes conservateurs n'y soient pas parvenus ?⁴ Pourquoi Richelieu le catholique et le sultan Turc se sont-ils alliés ?⁵ Pourquoi le messianisme soviéto-russe de l'Internationale communiste a-t-il tant ressemblé au messianisme slavo-russe de l'époque des tsars, et la politique extérieure de l'U.R.S.S. à celle de la Russie d'avant 1922 ?⁶

Du printemps de Prague jusqu'à la guerre en Afghanistan, en passant par les heurts avec Tito dans les Balkans et l'opposition aux communistes grecs, la liste de l'interventionnisme soviétique est longue. En fait, l'idéologie communiste a permis d'assurer le maintien de la politique étrangère traditionnelle de la Russie dans ses grandes composantes.

Pour quelle raison un pays comme la Hongrie a-t-il posé, à l'intérieur du bloc soviétique, autant de problèmes à Moscou ? Était-ce parce qu'il aspirait à des réformes libérales et à un fonctionnement plus démocratique ? Ou n'était-ce pas plutôt parce que Budapest a le regard tourné vers l'Ouest plutôt que vers l'Est ?

1 "Longtemps, en effet, on a pensé que des causes très générales — enjeux économiques, relations de productions et d'échanges entre les hommes — conditionnaient les comportements politiques, la volonté de puissance des dirigeants et même, indirectement, le patriotisme des citoyens.", in Y. LACOSTE, *Dictionnaire de géopolitique*, Paris, Flammarion, 1993, "préambule", p. 2.

2 "À supposer qu'il y ait des entités, des zones économiques à limites relativement fixes, une méthode géographique d'observation ne serait-elle pas efficace ? Plus que les étapes sociales du capitalisme [...] n'y aurait-il pas intérêt à décrire les étapes géographiques du capitalisme, ou, plus largement, à promouvoir systématiquement dans nos études d'histoire, des recherches de géographie économique — en un mot, à voir comment s'enregistrent dans des espaces économiques donnés, les ondes et les péripéties de l'histoire ? [...] Exemple : au XVIII^e siècle l'économie de la France se détache de la Méditerranée malgré la montée des trafics pour se tourner vers l'océan : mouvement de torsion entraînant à travers routes, marchés et villes, d'importantes transformations. [...] Les perspectives longues de l'histoire suggèrent que la vie économique obéit à de grands rythmes. Les villes glorieuses de l'Italie médiévale dont le XVI^e siècle ne marquera pas brutalement le déclin établirent leur fortune grâce au profit des transports routiers et maritimes. Ainsi Asti, ainsi Venise, ainsi Gênes. L'activité marchande suivit, puis l'activité industrielle. Enfin, couronnement tardif, l'activité bancaire. Épreuve inverse, le déclin toucha successivement, à de très longs intervalles quelquefois, — et non sans retours — les transports, le commerce, l'industrie, laissant subsister, longtemps encore, les fonctions bancaires. Au XVIII^e siècle, Venise et Gênes sont toujours des places d'argent.", in F. BRAUDEL, *Écrits sur l'histoire*, 1969 ; Paris, Flammarion, 1984, coll. "Champs", p. 129-130.

3 Qu'on ne doit pas réduire, après tout, à un intérêt cynique, au sens machiavélien, mais qui est aussi une éthique de la foi.

4 Mais que pouvait peser la proximité idéologique entre les deux autoritarismes portugais et espagnol alors même que la seule préoccupation du Portugal, du traité de Windsor de 1373 jusqu'en 1945, avait été de s'allier à l'Angleterre pour ne pas être absorbé par l'Espagne ?

5 Richelieu, pourtant catholique, ne s'opposa-t-il pas au projet de la Contre-Réforme défendu par les Habsbourg parce qu'il défendait la raison d'État française, et non l'idéal catholique ? Le Cardinal de Richelieu avait pu affirmer : "l'État n'a pas d'immortalité, son salut c'est maintenant ou jamais", pour justifier une politique de défense des princes protestants contre la Sainte Ligue catholique qui encerclait la France.

6 Lors des tractations qui allaient déboucher sur le pacte germano-soviétique de 1939, Staline insista sur la notion de sphère d'influence soviétique : Finlande, Bulgarie, Turquie avec des bases aux Dardanelles, Balkans, Iran, golfe Persique...

Aujourd'hui l'idéologie soviétique s'est effondrée. Les intérêts russes dans les Balkans, dans le Caucase, en Asie centrale ont-ils disparu pour autant ? Autour de la question afghane et de l'Asie centrale, un axe Moscou-Erevan-Téhéran-New Delhi ne continue-t-il pas, comme hier, et en dehors de tout discours de communisme international ou de non-alignement, à se heurter à un axe Washington-Islamabad-Riyad ? Les communistes russes d'aujourd'hui ne défendent-ils pas surtout les permanences de la Russie impériale ?

Durant la Guerre froide, nombre de pays du Tiers Monde se sont liés à l'Union soviétique, sur des motifs apparemment idéologiques. Aujourd'hui, les Russes sont affaiblis : qui soutient¹ Cuba dans son combat plus insulaire que communiste contre le puissant voisin américain ? Réponse : tous ceux qui ont intérêt à ce que l'ensemble du continent américain ne connaisse pas le sort que lui prédisait le président James Monroe² ; le Vatican par exemple, et d'autres États qui ont une vocation mondiale.

L'Amérique mène-t-elle une politique étrangère volontaire seulement pour imposer au monde son modèle démocratique et libéral ? La politique américaine peut-elle se résumer à l'exportation d'un idéal ?

Après l'isolationnisme précoce du XIX^e siècle, les États-Unis sont venus à la politique mondiale. Deux traditions politiques servent de manière apparemment contradictoire la présence mondiale des États-Unis : l'idéalisme wilsonien fondé sur la volonté d'exporter les valeurs américaines dans le monde ; le pragmatisme rooseveltien à la recherche de l'équilibre mondial et prenant en compte la réalité des intérêts³. La politique étrangère des États-Unis est un alliage de ces deux tendances ; on peut même affirmer qu'elle oscille⁴ entre une politique rooseveltienne habillée par un discours wilsonien et une politique wilsonienne jamais oublieuse des intérêts américains. Pour entrer dans la Seconde Guerre mondiale qui va donner aux États-Unis la maîtrise des mers et l'accès à la puissance mondiale, il faut convaincre l'opinion américaine et le Congrès en usant d'arguments idéalistes. De la même façon, chaque engagement américain durant la Guerre froide doit être justifié, auprès du Congrès, par ce même idéalisme. En 1946, le Congrès est convaincu par des arguments idéalistes que l'Amérique doit prendre, en Grèce et en Turquie, le relais de l'influence anglaise, face à la poussée soviéto-russe vers les mers chaudes.

Faut-il encore croire que l'idéologie commande la rupture entre la Chine et l'U.R.S.S. en pleine Guerre froide, alors que le communisme devait rassembler les deux géants rouges et non les diviser ? Et plus tard, que faut-il penser de cette guerre entre Khmers rouges soutenus par Pékin et Communistes vietnamiens soutenus par Moscou ?

Faut-il croire, dans les années 1960-1970, que les Américains endiguent le communisme en Asie ou bien qu'ils contiennent la poussée russe traditionnelle vers les rivages de l'Eurasie ? Faut-il admettre que l'administration Nixon mène une politique idéaliste lorsqu'elle défend les Droits de l'Homme en U.R.S.S. et qu'elle alimente en même temps les troubles à l'intérieur de la Russie soviétique ? Quant à l'appui américain au sort des Juifs d'Union soviétique ne va-t-il pas dans le sens de l'alliance avec Israël contre les Soviétiques et leurs alliés arabes ? L'Amérique universaliste, idéaliste, en même temps qu'elle parlait sous Reagan de l'U.R.S.S. comme l'Empire du Mal, n'appuyait-elle pas les fondamentalistes musulmans en Afghanistan ou les régimes forts en Amérique latine ?

1 Le mot est trop fort : au moins, qui ne participe pas de l'isolationnisme voulu par Washington à l'encontre de La Havane ?

2 Nous faisons allusion à la doctrine Monroe dont le programme se résume à un slogan : "L'Amérique aux Américains".

3 Notamment, mais pas seulement, le pétrole.

4 Selon les présidents et les moments de leur mandat.

Admettre le rôle de l'idéologie

On pourrait multiplier encore les contre-exemples opposables à la thèse du "tout idéologique". L'idéologie est évidemment un moteur important de l'histoire, mais elle n'est pas le seul¹. N'est-elle pas un moyen des plus efficaces pour mobiliser les peuples dans le sens des gouvernements – ou contre eux ? Sans être le déterminant essentiel de l'histoire, l'idéologie joue cependant un rôle important. Mais c'est justement par l'étude des changements de modèles idéologiques dominants, à l'intérieur d'un pays, que l'on est mené souvent à faire le constat du changement des données géopolitiques intérieures. Voyons ainsi nombre de bouleversements dans la politique des pays du Tiers Monde, après 1990. Les défenseurs de l'idéologie feront remarquer, à juste titre, que des pays qui ont vu leur régime communiste tomber ont changé de politique étrangère : c'est par exemple le cas de l'Éthiopie : pro-soviétique elle est devenue pro-américaine. Faut-il pour autant en conclure qu'il y a un lien direct de cause à effet entre l'idéologie au pouvoir en Éthiopie et la politique étrangère menée ? Non. Car il est nécessaire de prendre en compte une autre dimension, celle des clivages ethniques de l'Éthiopie et de remarquer que les positions idéologiques des uns et des autres durant la Guerre froide correspondaient, pour l'essentiel, à des appartenances ethniques. Or, à partir de 1991, les Tigréens d'Éthiopie ont repris le pouvoir aux Amharas qui s'étaient appuyés sur les Soviétiques. Le renversement des données extérieures a provoqué le renversement des données intérieures et par là même de l'idéologie dominante.

Il est d'ailleurs notable que ce sont les pays aux données intérieures stables qui maintiennent une certaine permanence dans leur politique étrangère, au moins régionale et ce malgré les changements idéologiques qu'ils connaissent. Voyons ainsi le cas de l'Iran de la Révolution islamique : il s'est détourné des États-Unis qui furent le principal appui du régime du Chah², mais conserve sa politique régionale et n'hésite pas, en contradiction avec la logique chiite, à soutenir les Arméniens contre les Azéris³.

Enfin, il faut aussi remarquer que nombre de pays qui restent attachés à leurs options idéologiques, comme la Corée du Nord ou la Chine peuvent évoluer en politique étrangère, en fonction de leur intérêt et des données mondiales ; la Realpolitik n'est évidemment pas inconnue des derniers pays communistes du monde.

En somme, la perpétuelle oscillation entre deux extrémités de l'esprit consistant, pour l'une à tout réduire à l'idéologie, pour l'autre à tout réduire au cynisme intéressé, n'a-t-elle pas montré ses limites ? Entre 1945 et 1990, l'idéologie règne en maîtresse incontestée dans l'étude des Relations internationales ; parler de géopolitique revient à s'exposer à de vives critiques. À partir de 1990, l'excès inverse s'affirme. On parle de fin des idéologies et on s'acharne sur celles-ci, comme si on leur reprochait d'avoir profité à outrance de leur hégémonie sur les esprits. Voilà tout à coup que les idéologies n'expliquent plus rien ; voilà que le mot géopolitique est accueilli à bras ouvert par les médias. Étrange renversement des attitudes, bien étranger en tout cas à la sérénité requise à tout effort scientifique.

N'est-il pas temps enfin de rendre aux idées la place qui leur est dûe et à la géopolitique la sienne ? Étant entendu d'ailleurs qu'il n'existe pas de cloison imperméable entre l'idéologie et la géopolitique. Comme nous le soulignerons souvent, nombreux sont les systèmes idéologiques construits sur la prise en compte – favorable

1 Pour comprendre le rôle essentiel des idéologies au XX^e siècle on se reportera au livre de Dominique VENNÉ, *Le siècle de 1914*, éditions Pygmalion, 2006.

2 Notons qu'aux États-Unis, les réalistes, opposés en cela aux idéalistes, prônent une politique de rapprochement pragmatique avec Téhéran.

3 Chiites et turcophones.

ou défavorable — des données géopolitiques. Inversement, l'utilisation de la géopolitique en tout et pour tout, à l'exclusive d'autres interprétations peut finir par ressembler à un dogmatisme idéologique. Nous voudrions éviter ce travers, lequel menace tout chercheur nourrissant l'ambition que sa matière ait le dernier mot dans le débat sur l'explication du monde.

Ne peut-on donc pas sortir de cette éternelle opposition de deux réductions de l'esprit ?

Repousser l'ingérence idéologique dans la matière scientifique

Pour en sortir, il faut sans doute commencer par éviter toute confusion entre l'idéologie et la géopolitique, celle-ci étant fondée, comme nous tenterons de le montrer, sur les réalités de la géographie physique et humaine et sur les déterminismes qui en découlent. Commençons donc par sortir de ce que nous appellerons le piège du nominalisme.

La récente tentative de Yves Lacoste a buté sur plusieurs écueils rendant possible la contestation scientifique de la géopolitique qu'il proposait. En érigeant le concept de représentation au cœur même de la réflexion géopolitique, Yves Lacoste est victime d'une forme de nominalisme : il ressort en effet de ses principes d'analyse que les idées — au sens d'illusions, de vues de l'esprit —, mènent le monde. Si l'on voulait bien le suivre, on devrait alors penser que l'univers se réduit au mot plutôt qu'à la réalité — c'est là la définition même du nominalisme.

Soutenir que l'objet d'analyse de la géopolitique est le produit de nos représentations et non d'une réalité objective, c'est en effet assurer le primat de l'idéologie sur tout déterminisme géographique ; il y a là une contradiction ontologique avec les fondements mêmes de la réflexion géopolitique : car si l'on "fait de la géopolitique" n'est-ce pas d'abord parce que l'on suppose qu'il existe, à côté des systèmes idéologiques, des déterminations géographiques jouant un rôle essentiel dans les choix politiques des sociétés humaines ?

Certes, comme nous le rappelions auparavant, Yves Lacoste inaugure sa démarche géopolitique en soulignant que le monde ne peut être réduit au seul facteur économique comme le prétendent libéraux et marxistes. En rejetant le tout économique, ce géographe nous laisse penser qu'il est nécessaire de prendre en compte le phénomène identitaire. Mais il n'accorde crédit à celui-ci que sous la forme d'une représentation, et peut-être est-ce cela qui fait basculer sa géopolitique dans le nominalisme ; au fond, pour Yves Lacoste, l'identité est une illusion, une représentation, qui certes fait force dans l'histoire, mais une illusion tout de même. Voilà bien l'aporie fondamentale qui caractérise la démarche du géographe Yves Lacoste et invalide celle-ci, au point que l'on vient à se demander s'il est légitime de qualifier son œuvre de géopolitique. On rappellera que le mathématicien René Thom avait coutume de différencier "l'existence naïve de l'existence scientifique" et de souligner que la réalité naïve est ontologiquement antérieure à la réalité scientifique¹.

¹ C'est dans ce sens que René THOM pouvait écrire : "L'existence naïve existe bien au niveau de la réalité usuelle. Nous sommes des objets, nous parlons, nous avons une conscience très nette que nous sommes dans un univers existant, que nous existons l'un et l'autre, et que c'est une forme assez primitive de l'existence. Vient ensuite la science qui vient nous dire : non, en réalité, ce bureau est fait d'atomes liés par des relations et par du vide. Et là où nous croyons que c'est plein [...] c'est parfaitement creux, il y a très peu de choses. Faut-il croire alors que la réalité, telle que nous la dépeint la science, est plus fondamentale que celle que nous vivons au niveau usuel ? Et cette dernière contient les deux ingrédients : la solidité de la matière, et d'autre part, l'évidence

Or il n'est pas plausible de fonder une science de l'illusion, une science en quelque sorte attelée à l'étude de conflits opposant des vues de l'esprit. Aristote disait aussi qu'il y a la matière – la réalité –, et ses mystères – les dimensions éthiques et esthétiques ; nous pressentons que la géopolitique se préoccupera de la combinaison de la matière géopolitique – la réalité identitaire – et de ses mystères – les systèmes d'idées. Fuyant l'idée que l'univers tient au mot et à la représentation, nous refusons le nominalisme. Dans le même temps, échappant à l'idée qui fut celle des premiers géopoliticiens, et qui concevait une géopolitique quasiment mathématique car se déduisant de déterminismes géographiques, nous ne suivons pas les Pythagoriciens.

Yves Lacoste eut certes raison de faire la critique de la première Geopolitik allemande, car celle-ci fut trop au service du prince. Mais, voulant s'inscrire absolument à l'opposé d'un Karl Haushofer¹, Yves Lacoste tente de refonder, suivant une démarche apparemment opposée à celle des géopoliticiens allemands mais seulement symétrique, une géopolitique sur des objectifs non plus hégémoniques, mais démocratiques et citoyens. Or la science n'a d'autre objet que d'être scientifique et elle doit, en tout état de cause, refuser les finalités idéologiques. La science citoyenne n'existe pas plus que la science marxiste et fasciste, attendu que c'est à la personne morale du scientifique – et non à sa science – que revient le devoir de l'éthique. Comme Pasteur qui, en entrant dans son laboratoire, affirmait qu'il "laissait Dieu au vestiaire", le géopoliticien doit se faire l'analyste objectif de la réalité géopolitique. En conséquence, aucun déficit d'image dans les fondations historiques de la géopolitique, ne saurait justifier un renouvellement de la science géopolitique sur des bases idéologiques.

La fondation idéologique de la géopolitique lacostienne devait logiquement aboutir sur une nouvelle contradiction : en montrant les "rapports qui existent entre le développement de la démocratie et l'apparition de phénomènes spécifiquement géopolitiques"² Yves Lacoste s'inscrit à l'encontre d'un fait souvent vérifié en géopolitique : la persistance de constantes géopolitiques quelle que soit la nature du régime politique considéré. S'il fallait un seul exemple à apporter ici ce serait la continuité de la rivalité qui oppose les États-Unis et la Russie. En géopolitique n'est-il pas plus juste de parler de Russie soviétique que d'Union soviétique ? C'est de la même manière la géopolitique qui pourra mettre à bas la fausseté courante qui consiste à faire naître la nation française en 1789³. Lecture purement idéologique, vue de l'esprit qui ne sait pas voir la ligne continue tracée dans l'histoire de France par la lignée capétienne.

La géopolitique resurgit en France en plein contexte de bipolarité idéologique, à la faveur des fissures ouvertes dans le camp communiste. En 1978, la désillusion fut grande chez certains universitaires français ancrés, depuis les combats menés par Jean-Paul Sartre, à une lecture binaire et manichéenne des Relations internationales, de constater que deux pays communistes comme le Cambodge et le Vietnam en étaient rendu à se faire la guerre au nom d'un contentieux territorial. Après la rupture sino-soviétique, ce conflit interne au monde communiste venait rappeler la primauté de l'histoire et de la géographie sur les révolutions idéologiques.

immédiate du psychisme [...] Je suis tenté de dire que pour moi, c'est la réalité naïve qui est ontologiquement antérieure à la réalité scientifique. Celle-ci est toujours construite, et son existence vaut ce que valent les constructions scientifiques : des choses éminemment révisables et temporaires, tandis que la réalité immédiate, on a toutes les raisons de penser que la conception que nous avons d'un arbre ou d'une pierre n'est pas tellement différente de celle qu'en avaient nos ancêtres du paléolithique." in R. THOM, *Prédire n'est pas expliquer*, Paris, Flammarion, 1991.

1 Voir la section que nous lui consacrons.

2 Yves LACOSTE, Dir., *Dictionnaire de géopolitique*, Paris, Flammarion 1993, préambule, p. 21.

3 Erreur répétée par Yves LACOSTE dans *Vive la nation* : Y. LACOSTE, *Vive la nation*, Paris, Fayard, 346 pages.

C'est donc à ce moment précis, autour de l'année 1978, que le mot géopolitique réapparut dans les médias français¹, vingt-huit ans après avoir été évincé au cours d'une réunion qui rassemblait, à la Sorbonne, historiens et géographes français et allemands.

La géopolitique revenait à la faveur d'une prise de conscience des effets de l'identité et de leur persistance dans le contexte idéologique. Mais comme l'identité ne pouvait être, selon l'idéologie dominante, une réalité, car il ne devait y avoir d'autre réalité que celle de la division du monde en classes sociales, alors l'identité devint simple vue de l'esprit, grossière erreur des foules et des peuples, en d'autres termes, représentation. Chez Yves Lacoste la représentation identitaire était pensée comme substitut à la réalité identitaire ; mais il ne s'agissait pas là d'un compromis entre deux modes d'explication de l'histoire, le réalisme et l'idéologie ; il s'agissait au contraire de l'ingérence d'une idéologie à l'intérieur même de la géopolitique, d'une conversion assimilable à celle d'un socialisme dogmatique apprenant les réalités du marché et se transformant en un socialisme de marché.

Pour quelle raison devrions-nous emprunter un pareil détour de l'esprit ? Nous savons bien que si les géographies physiques et identitaires pèsent encore tant sur les destins collectifs c'est parce qu'elles sont des réalités que des millénaires de progrès scientifique et technique, et d'inventions idéologiques et politiques n'ont jamais réussi à effacer. Acceptons plutôt l'existence de profondes forces déterministes s'exerçant sur les sociétés humaines mais n'ayant pas forcément le fin mot de l'histoire, cela parce que l'homme, dans son génie à la fois singulier et universel, créateur de science et de sens, est capable de leur opposer d'autres forces.

Refonder la géopolitique ce n'est donc pas chercher à investir celle-ci d'une idéologie quelconque pour tenter de faire oublier qu'elle fut hier l'instrument d'une autre. Cela n'est pas non plus maquiller la réalité du masque de l'illusion identitaire, car rien ne sert de nier l'identité pour combattre l'identitarisme. C'est au contraire affirmer la force du réel, des forces profondes de l'histoire, dont l'existence même donne sens au génie propre que l'homme oppose à la persistance des déterminismes.

Admettre que tout n'est pas géopolitique

Pas plus que nous ne voulons substituer à un système monocausal d'explication du monde – qu'il s'agisse de l'économie ou de l'idéologie – un autre système monocausal, nous ne voulons défendre la supériorité d'une matière du champ des sciences humaines sur les autres.

Fernand Braudel faisait remarquer que chaque science, en particulier lorsqu'elle est jeune, tente de "soulever l'ensemble du social, et de l'expliquer à elle seule" ajoutant "qu'il y a eu, il y a encore un économisme, un géographisme, un sociologisme, un historicisme ; tous impérialismes assez naïfs dont les prétentions sont assez naturelles, voire nécessaires : pendant un certain temps du moins, cette agressivité a eu ses avantages. Mais peut-être, aujourd'hui, conviendrait-il d'y mettre un terme"².

Nous ne cherchons pas à défendre un "géopoliticisme". Tout au contraire cherchons-nous, en explorant le champ d'une matière dont nous tenterons ici de définir

¹ Le mot passa l'Atlantique venant des États-Unis qui craignaient alors un phénomène unitaire autour du communisme et avaient intérêt à l'utiliser contre l'idéologie qui gagnait du terrain. On peut établir un parallèle entre le réalisme géopolitique opposé dans les années 70 par les Américains à l'unitarisme communiste, et ce même réalisme géopolitique opposé aujourd'hui à l'idéologie de l'Europe fédérale.

² F. BRAUDEL, *Écrits sur l'histoire*, 1969 ; 1984, Flammarion, coll. "Champs", p. 193.

les fondements méthodiques à participer à ce que Fernand Braudel appelle, le nécessaire "rassemblement des sciences sociales" en vue de nous approcher de la vérité, par la convergence des savoirs. Notre démarche se situe à mille lieux d'une quelconque réhabilitation de la géographie contre d'autres chapelles¹. Il n'y a pas, de notre point de vue, supériorité d'une science humaine sur les autres ; pour parvenir à se rapprocher de la vérité des causes, dans leur complexité propre, toutes les sciences sociales doivent en effet être, tour à tour auxiliaires les unes des autres et toutes doivent être dominées par un seul impératif : la recherche de la vérité scientifique. Chaque science peut apporter un modèle d'approximation du vrai et seule l'union de toutes peut permettre d'affiner les modèles qui nous rapprocherons encore un peu plus de la compréhension exacte du réel.

Que l'on ne nous fasse donc pas le procès d'avoir prétendu démontrer que la géopolitique expliquait l'histoire, au point de faire l'économie des moindres détails dévoilés par la science historique, ou d'avoir écarté d'un revers de la main l'immensité des connaissances accumulées par l'ensemble des sciences humaines au profit d'une réduction à la seule analyse géopolitique.

Ce que nous voulons montrer ici est qu'il existe au moins une méthode d'analyse des relations politiques entre les sociétés humaines, et qu'une science géopolitique définie comme étant "l'étude du rapport de l'homme à la géographie — physique et humaine — dans ses conséquences sur les relations politiques entre les sociétés humaines" peut prétendre être cette méthode.

Distinguer la matière géopolitique de son utilisation nationaliste

Quelle est notre démarche pour parvenir à ce but ?

Commençons par rappeler que l'honnêteté appelle à distinguer toute science de l'utilisation qui en est faite. La science atomique n'est pas l'arme atomique. La puissance atomique n'est pas la volonté de puissance atomique. Le savoir génétique n'implique pas n'importe quelle manipulation génétique sur l'homme. Si le nazisme a voulu se fonder sur une fausse biologie cela ne veut dire en aucun cas que la biologie est nazie. De la même façon, la géopolitique est à distinguer de l'utilisation de théories géopolitiques à des fins de puissance.

Dans les temps où l'Église disposait du monopole de l'autorité morale, il y eut des tentatives d'intervention sur l'évolution des connaissances scientifiques². Bien plus tard, pour des motifs idéologiques, le nazisme³ et le communisme¹ tentèrent d'orienter

¹ "Il y a la crise générale des sciences de l'homme : elles sont toutes accablées sous leurs propres progrès, ne serait-ce qu'en raison de l'accumulation des connaissances nouvelles et de la nécessité d'un travail collectif, dont l'organisation intelligente reste à mettre sur pied ; directement ou indirectement, toutes sont touchées, qu'elles le veuillent ou non, par les progrès les plus agiles d'entre elles, mais restent cependant aux prises avec un humanisme rétrograde, insidieux qui ne peut plus servir de cadre. Toutes, avec plus ou moins de lucidité, se préoccupent de leur place dans l'ensemble monstrueux des recherches anciennes et nouvelles, dont se devine aujourd'hui la convergence nécessaire." in F. BRAUDEL, *Écrits sur l'histoire*, 1969 ; 1984, Flammarion, coll. "Champs", p. 41.

² Évolution à laquelle, par ailleurs, elle avait pris part très tôt.

³ "Le national-socialisme, c'est la biologie appliquée à la politique", Hans Schemm, ministre bavarois national-socialiste. "Point de rencontre de la biologie, de l'anthropologie, de la psychologie et de la toute naissante éthologie, la doctrine de la race — Rassenlehre — constitua pour le national-socialisme à la fois un but et un moyen." in S. GUÉROUT, *Science et politique sous le troisième Reich*, Paris, Ellipses, 1988. Le régime national-socialiste s'employa à démontrer qu'il existait une "physique allemande"